



ACTIVITÉS DE L'APC: SCÈNE CANADIENNE

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE PARLEMENTS DU COMMONWEALTH, OTTAWA, AVRIL 1981

Bien que ne faisant pas partie officiellement de l'Association parlementaire du Commonwealth, la Conférence des présidents de parlements du Commonwealth est, en raison de sa composition, étroitement liée à cette association.

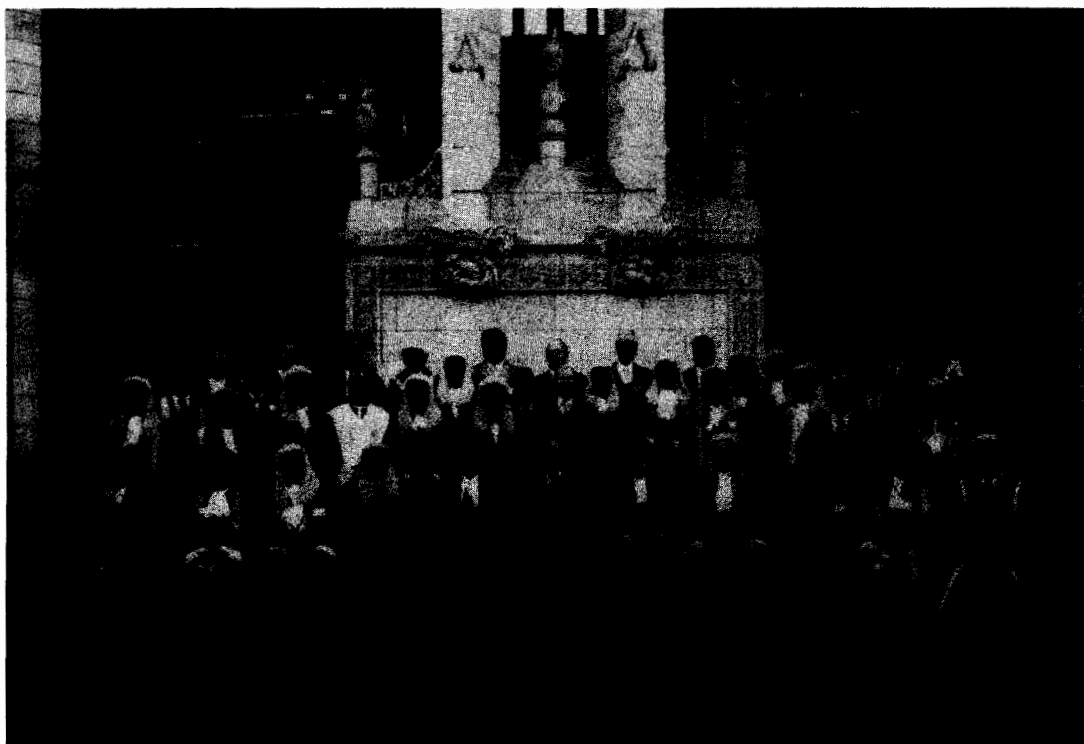
La Sixième conférence des présidents de parlements du Commonwealth a eu lieu au Canada du 20 au 28 avril

1981. Quelque 27 pays représentés par leur président d'assemblée et leurs greffiers y ont participé. La plupart des provinces canadiennes y ont également délégué leurs présidents et greffiers à titre d'observateurs.

Après une étape de deux jours à Montréal où les délégués ont pu faire connaissance, les travaux de la conférence ont débuté à Ottawa le 23 avril. On a dû apporter quelques modifications mineures de dernière minute au programme, étant donné que le Sénat et la Chambre des communes siégeaient encore. Néanmoins, les présidents en visite ont eu la possibilité d'assister à la période de questions et

aux débats des deux Chambres sur l'étape finale du projet de résolution constitutionnelle.

Après l'ouverture officielle de la conférence, les parlementaires ont discuté d'un certain nombre de sujets concernant le rôle des présidents. A la fin de la séance, les délégués ont accepté la proposition de la Nouvelle-Zélande d'être l'hôte de la prochaine conférence qui pourrait avoir lieu en janvier 1984. Le comité permanent composé des présidents de la Nouvelle-Zélande, de la Gambie, du Canada, des Barbades, du Malawi et de l'Australie se réuniront en Gambie en février 1982 pour entamer les préparatifs de la prochaine conférence.



On voit ici le Gouverneur général Ed Shreyer en compagnie des Présidents des assemblées parlementaires du Commonwealth.

RÉUNION DU CONSEIL RÉGIONAL CANADIEN, OTTAWA, MARS 1981

Le Conseil régional canadien de l'Association parlementaire du Commonwealth est composé des présidents de toutes les Assemblées provinciales et territoriales, des présidents du Sénat et de la Chambre des communes, du président de la section canadienne de l'APC et de deux représentants régionaux au sein du Comité exécutif international de l'Association. Toutes les Assemblées étaient représentées à la réunion de 1981, sauf celle du Yukon. Les présidents de l'Assemblée législative de Colombie-Britannique et de l'Assemblée nationale du Québec n'ont pu participer, mais ils étaient représentés par des membres de leur Assemblée.

Les deux représentants régionaux, MM. **Maurice Foster** et **Gerald Ottenheimer**, ont déposé des rapports sur le rôle du Canada au sein de l'APC et ont décrit un projet de concours d'essais sur le Commonwealth que le Secrétariat de l'APC à Londres pourrait organiser. M. **Len Simms** a ensuite exposé les grandes lignes du programme de la vingt et unième conférence régionale canadienne qui se tiendra à Terre-Neuve. M.

Don Stewart a confirmé que les Territoires du Nord-Ouest sont disposés à être l'hôte de la Conférence en 1982. Ayant augmenté leurs contributions, le Yukon et les Territoires du Nord-ouest auront dorénavant droit à six délégués aux conférences régionales de l'Association. Une motion de M. Stewart proposant la création d'un service d'interprétation en langue inouk des délibérations des prochaines conférences régionales a été adoptée par le conseil.

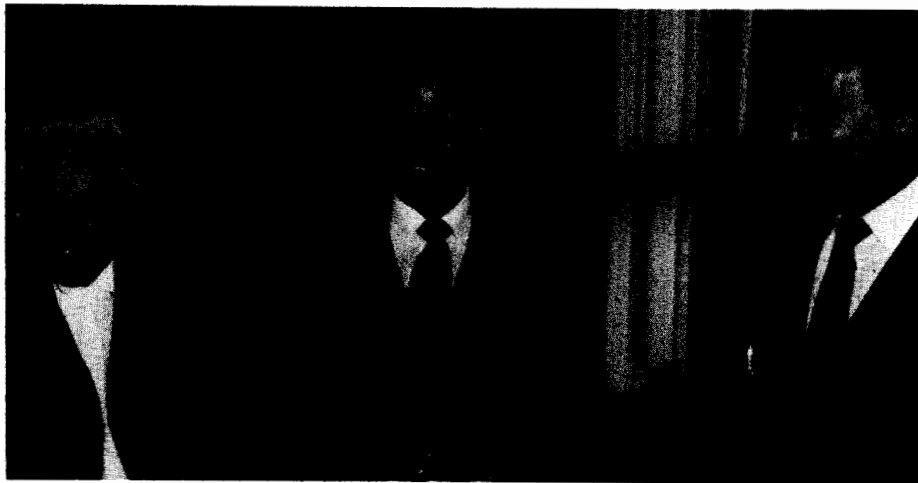
Le président de la section canadienne, M. **Keith Penner**, présenta un rapport sur le Sixième colloque régional canadien sur la procédure parlementaire qui a eu lieu à Ottawa en novembre 1980, et M. **Arthur Donahoe** a proposé que le colloque de 1981 ait lieu en Nouvelle-Ecosse, également en novembre. MM. **James Tucker** du Nouveau-Brunswick et **Daniel Compton** de l'Ile-du-Prince-Edouard ont déposé des rapports sur les conférences parlementaires, passées et à venir, dans les provinces de l'Atlantique.

Enfin, le président de la Chambre des communes, Mme **Jeanne Sauvé**, a informé le Conseil qu'elle a pris des mesures pour que la liste de préséance fédérale soit modifiée de façon que les présidents provinciaux aient priorité sur

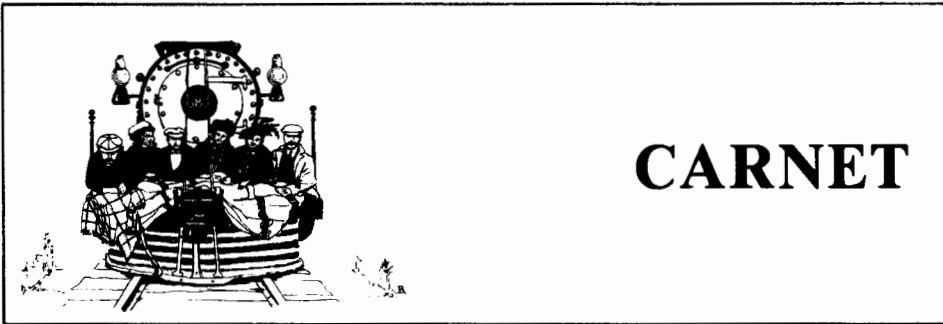
les ministres provinciaux. Elle a également confirmé qu'à l'avenir, les présidents provinciaux voyageant à l'étranger seront munis de passeports verts spéciaux.

VINGT ET UNIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE, TERRE-NEUVE, AOÛT 1981

La section de Terre-Neuve de l'Association parlementaire du Commonwealth sera l'hôte de la Conférence régionale canadienne du 2 au 8 août 1981. Les sujets à l'ordre du jour seront la réforme électorale, la révision constitutionnelle, les problèmes de transport, les récents changements apportés au système des comités et la protection des communications entre les parlementaires et leurs commettants. Comme d'habitude, la conférence permettra aux parlementaires d'Ottawa, des provinces et des territoires de discuter de questions d'intérêt commun. Les délégués pourront également goûter à loisir l'hospitalité traditionnelle des Terre-Neuviens en participant notamment à une excursion sur le fameux chemin de fer *Newfie Bullet*, à une partie de pêche à la morue et à une repas de homard.



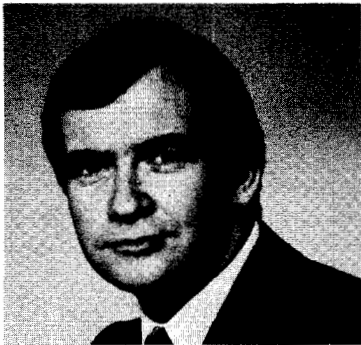
M. Keith Penner (centre) et les Présidents Jeanne Sauvé et Len Simms discutent de l'organisation de la Conférence de la Région canadienne qui aura lieu à Terre-Neuve en août 1981.



ÉLECTION DE NOUVEAUX PRÉSIDENTS

La plupart des Assemblées législatives canadiennes se sont réunies au printemps et, depuis février, trois nouveaux présidents ont été élus. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse, cette élection a été causée par la démission des anciens présidents respectivement MM. **Ronald Russell**, qui est devenu ministre du cabinet, et **Robert McCready** qui a repris son siège d'arrière-ban à l'Assemblée législative. En Ontario, un nouveau président a été nommé à la suite des élections générales provinciales, et M. **Jack Stokes**, l'ancien président, continue de siéger comme député de l'Assemblée législative. Au Québec, où il y eut également des élections générales, M. **Claude Vaillancourt**, l'ancien président, a été reporté à la présidence de l'Assemblée nationale.

Le nouveau président de l'Assemblée de la Nouvelle-Ecosse est **Arthur Donahoe**. Diplômé en droit de



Arthur Donahoe

la *Dalhousie Law School*, M. Donahoe fut l'adjoint exécutif du chef de l'opposition au Sénat en 1967, puis président des Jeunes progressistes conservateurs de Nouvelle-Ecosse de 1970 à 1972. Il fut

élu à l'Assemblée en 1978, devint vice-président en décembre de la même année et président le 19 février 1981.

Au Nouveau-Brunswick, le nouveau président est M. **James N. Tucker**, député de la circonscription électorale de Charlotte-Fundy. M. Tucker a été enseignant et directeur d'école et il est l'ancien président de la *New Brunswick Teachers' Association*. Il est député à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick depuis 1972. Il a fait partie d'un grand nombre de comités de cette



James Tucker

Assemblée et a été président du Comité permanent du règlement et des privilèges et du Comité spécial des pêcheries. Avec l'élection de M. Tucker, les conservateurs ne disposent plus que d'une majorité d'une seule voix à l'Assemblée législative qui compte 58 députés.

Le nouveau président de l'Ontario est M. **John M. Turner**, député de Peterborough. Homme d'affaires et ancien échevin de cette ville, M. Turner a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1971. Défait en 1975, il a été réélu en 1977 et 1981. Comme dans les autres provinces, le président de l'Assemblée a été nommé par le premier ministre, appuyé par le chef de l'Opposition officielle. Le chef du Nouveau parti démocratique s'est opposé à cette nomination prétextant



John Turner

qu'on ne l'avait pas vraiment consulté. Il a soutenu que c'était une violation d'une résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée législative en avril 1980. Le premier ministre, M. **William Davis**, a rejeté l'idée que cette nomination n'était pas conforme à l'usage établi et M. Turner a été élu sans scrutin.

ÉLECTIONS PARTIELLES

Depuis la parution du dernier numéro de la *Revue parlementaire canadienne* plusieurs élections partielles ont eut lieu: trois à la Chambre des communes, et une dans chacune des Assemblées législatives de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve et du Yukon.

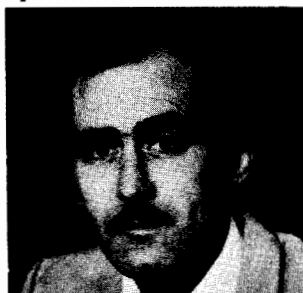
A l'élection partielle du 9 mars 1981 au Yukon, M. **Ron Veale**, chef du



Ron Veale

parti libéral, a été élu député de la circonscription de Whitehorse Riverdale South. Ce siège avait été laissé vacant par M. **Iain MacKay**, ancien chef libéral, le 13 novembre 1980. M. Veale, avocat de 35 ans, l'a remporté par 50 voix sur le candidat progressiste conservateur et par 235 voix sur son adversaire néo-démocrate. La répartition des sièges à l'Assemblée législative du Yukon au 15 avril dernier était la suivante: 10 progressistes conservateurs, 2 libéraux, 1 néo-démocrate, 2 indépendants et 1 siège vacant.

A l'Île-du-Prince-Édouard, M. **Keith Milligan** a conservé le siège du Parti libéral en battant le candidat conservateur à l'élection partielle du 3 février par environ 350 voix.



Keith Milligan

Diplômé en éducation de l'université de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Milligan a d'abord été un enseignant avant de devenir coordinateur du *West Prince Regional Services Centre*. Âgé de 31 ans, il est aussi associé dans une entreprise d'élevage de renard argenté et est le directeur de la publicité de la *Prince Edward Island Fur Breeders Association*. Monsieur Milligan a remplacé **George Henderson** qui avait démissionné en 1980 pour se présenter aux élections de la Chambre des communes. À la suite de cette élection partielle, la répartition des sièges à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard est la suivante: 21 conservateurs et 11 libéraux.

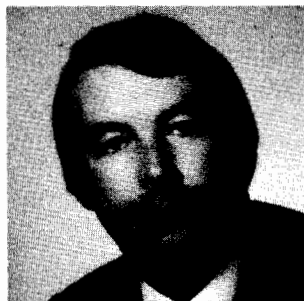
Dans la circonscription de Bellevue, à Terre-Neuve, qui était représentée par le chef de l'Opposition, M. **Don Jamieson**, les libéraux ont conservé leur siège grâce à la victoire de M. **Wilson Callan**, le 10 avril 1981. M. Callan, qui est un enseignant, a recueilli 3 201 voix contre 2 508 pour son adversaire progressiste conservateur. Il avait



Wilson Callan

déjà représenté le Parti libéral réformiste en défendant ce siège après l'élection de 1975. S'étant par la suite rallié au Parti libéral, il laissa à M. Jamieson la chance de briguer les suffrages en 1979. Après cette élection partielle, la répartition des 52 sièges de l'Assemblée législative demeure la même à savoir 33 progressistes conservateurs et 19 libéraux.

La première élection partielle fédérale depuis les élections générales de 1980 a eu lieu récemment et le Parti libéral a conservé ses sièges en Ontario, au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard. Le 13 avril, l'ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. **Bennett Campbell**, âgé de 37 ans, a défait son



Bennett Campbell

adversaire conservateur par environ 400 voix. M. Campbell est un enseignant. Il a été successivement député à l'Assemblée législative de sa province de 1970 à 1979, puis premier ministre en 1978-1979.

Le même jour, à London-Ouest, M. **Jack Burghardt**, âgé de 51 ans, ancien annonceur de télévision, a remporté la victoire par seulement 900 voix de majorité sur plus de 45 000 suffrages exprimés.

À Lévis, le 4 mai dernier, M. **Gaston Gourde**, avocat de 31 ans, a défait les candidats conservateur et néo-démocrate lors d'une élection partielle. M. Gourde est l'ancien organisateur en chef de la campagne de M. **Raynauld Guay** qui représentait la circonscription depuis 17 ans. Les libéraux détiennent

toujours 74 des 75 sièges du Québec à la Chambre des communes. L'autre siège est vacant.

DÉMISSIONS

Le 25 mars 1981, M. **Jack Hibberd**, député progressiste conservateur de l'Assemblée législative du Yukon pour la circonscription de Whitehorse-South-Centre, a informé la Chambre qu'il démissionnerait à la fin de la session de printemps qui s'est terminée le 15 avril 1981. M. Hibberd, élu en 1974, a été vice-président de l'Assemblée de 1975 à 1977, et ministre de la Consommation, des Corporations et des Ressources renouvelables de 1977 à 1978.

Il abandonne la politique pour devenir chirurgien-conseil en Colombie-Britannique. Une élection partielle devrait avoir lieu avant novembre 1981 pour remplir son poste.

Le 5 mars, le Sénat rendait hommage au Sénateur **Lionel Choquette** qui a pris sa retraite après 22 ans à la Chambre haute. Né à Ottawa, il a étudié le droit à l'Université d'Ottawa et a obtenu son diplôme en 1928. Avocat réputé, le Sénateur Choquette avait été président de l'Association de droit du comté de Carleton. Nommé au Sénat en 1959 par le premier ministre **John Diefenbaker**, M. Choquette y devint leader adjoint du gouvernement en 1962. Lors de la défaite des conservateurs aux élections de 1963, il devint leader adjoint de l'Opposition, poste qu'il conserva jusqu'en 1974. Le Sénateur Choquette n'a malheureusement pu, pour cause de santé, être présent à la session où on lui rendit cet hommage. Le leader actuel de l'Opposition, le Sénateur **Jacques Flynn**, a dit du Sénateur Choquette que "très peu de gens pouvaient s'exprimer comme lui avec autant d'aise dans les deux langues officielles. Il est vraiment le prototype de l'homme bilingue et biculturel".

ERRATUM: Le nouveau directeur adjoint de la bibliothèque du Parlement, M. Richard Paré, était précédemment directeur adjoint de la bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, et non directeur, comme l'indiquait le dernier numéro de la revue.